

France Turquoise

Monsieur le Président, chers amis,

En remerciant le Secours de France pour l'attribution du prix Clara Lanzi je veux dire ici que les membres de France Turquoise sont particulièrement touchés par l'honneur qui leur est fait et sont très sensibles à la reconnaissance de leur combat. France Turquoise et Secours de France se rejoignent sur des sujets essentiels : C'est d'abord le soutien des soldats qui ont souffert dans leur engagement au service de notre pays parce qu'injustement accusés et qui voient leur honneur bafoué. C'est aussi la sensibilisation de l'opinion face aux réalités historiques déformées et la détermination au rétablissement de la vérité.

Beaucoup dans cette assemblée ne connaissent pas bien les événements du Rwanda et l'opération Turquoise qui se sont passés il y a plus de 25 ans. Je vais essayer d'en faire très succinctement l'histoire.

En 1994 un processus de réconciliation sous l'égide de l'Onu était en cours au Rwanda entre d'une part des rebelles tutsis venant d'Ouganda d'autre part les hutus du gouvernement légitime, qui étaient en guerre depuis trois ans. Mais l'assassinat du Président hutu Habyarimana le 6 avril 1994 déstabilisa brutalement le pays et déclencha le début d'une guerre civile entre les communautés. Après deux mois de massacres et devant la passivité des grandes puissances face à ce qui devint un génocide, la France décidait d'intervenir avec un mandat de l'ONU pour arrêter les tueries et protéger les populations en toute impartialité. Ce fut le déclenchement de l'opération Turquoise en juin 1994, décision courageuse car nous avons soutenu auparavant les hutus du pouvoir légitime en place et nous n'étions pas les mieux placés pour intervenir. C'est pourquoi devant la lâcheté des autres grandes puissance cette intervention a fait honneur à notre pays...

Bien qu'intervenant tardivement, la Force Turquoise a permis dans un premier temps de sauver des milliers de vies et de protéger les populations dans le sud-ouest du Rwanda avec l'instauration d'une zone de sécurité interdite aux belligérants. La sécurité étant assurée, les besoins humanitaires énormes concernant plus de 4 millions de réfugiés ont nécessité l'engagement de la Force dans l'action d'aide humanitaire... Et je tiens à souligner devant vous l'intelligence, la générosité, le dévouement et la compétence des cadres et des

soldats engagés dans cette opération pour une action à laquelle ils n'avaient pas été préparés.

La situation s'étant stabilisée et le calme revenu, la Force Turquoise quittait le Rwanda deux mois après son arrivée. Son bilan a été à l'époque unanimement salué par la communauté internationale et par les différents observateurs journalistes ou humanitaires.

Or quelques années après, les mises en cause de l'action des soldats de Turquoise se sont multipliées, lancées par des journalistes, des associations ou divers collectifs antimilitaristes ou anticolonialistes. Des procédures judiciaires pour « complicité de génocide » et « crimes contre l'humanité » ont été engagées contre nous. Le régime tutsi au pouvoir à Kigali depuis le génocide a alors démontré qu'il était à l'origine de ces campagnes de désinformation lorsqu'il a publié un rapport à charge en 2006 puis un communiqué officiel en 2007 accusant la France et ses soldats de complicité avec le génocide et, je cite, d'avoir même « participé à l'exécution du génocide ». Une vingtaine d'officiers français étaient alors cités et menacés de poursuites internationales.

La désinformation permanente et la mise en cause des soldats français par Paul Kagame qui a pris le pouvoir à la faveur du génocide s'expliquent par une volonté constante de détourner l'attention de la communauté internationale des massacres qu'il a commis et pour préserver son régime plus qu'autoritaire caractérisé par ce que l'Onu reconnaît comme une totale absence de libertés.

C'est dans ce contexte que le Secours de France est venu nous soutenir dès le début des attaques. Au nom de tous les membres de notre association, je tiens à remercier sincèrement le Président Jean Marie Schmitz et son adjoint Roger Saboureau pour leur aide efficace.